

TRANSFERT DE 10 MILLIONS DE DOLLARS PAR ALI HADDAD

Le parquet général ouvre une information judiciaire

P2

GENDARMERIE NATIONALE

Arrestation de 85 candidats à l'émigration clandestine

P24

DISPARITION DE ABDELMADJID MERDACI

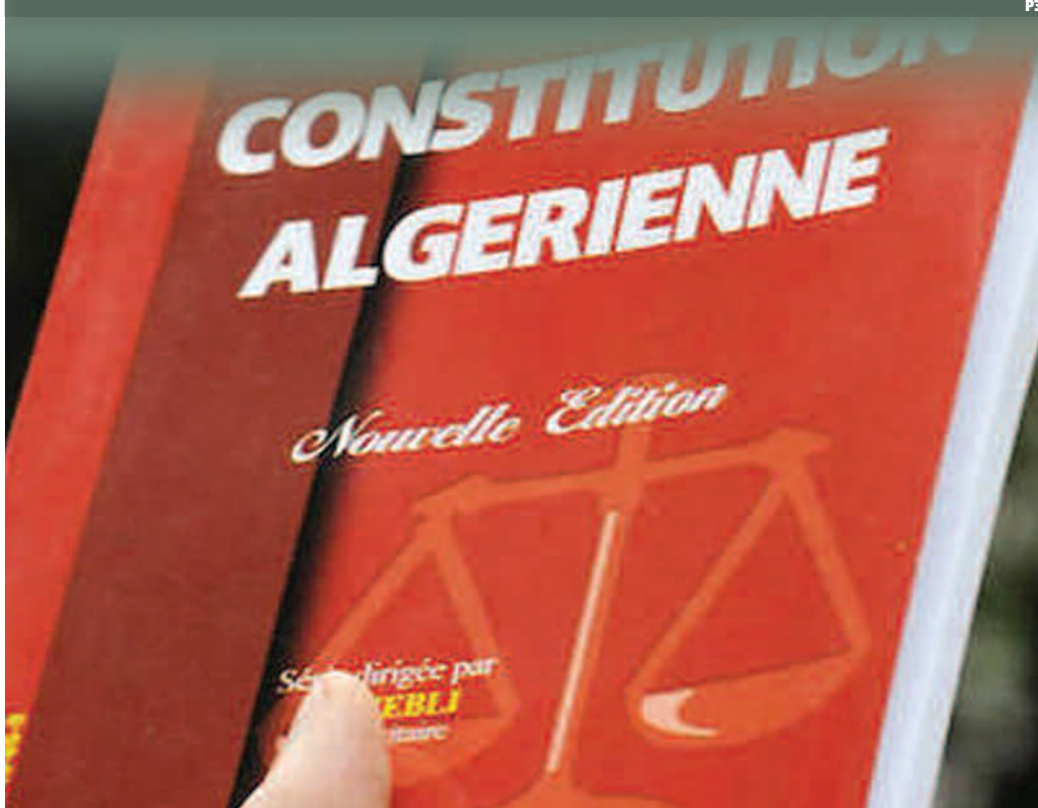
Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps

P4

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

Le soutien «entier» de l'institution militaire

P3



RÉVISION DU CODE ÉLECTORAL

Tebboune installe la Commission nationale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a installé hier les membres de la Commission nationale chargée d'élaborer le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral. La Commission est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement urbain, et de sept professeurs en droit issus des universités d'Alger, Tizi Ouzou, Sétif, Oran, Tiemcen, Sidi Belabbes et du Centre universitaire de Tipaza. Cette instance est présidée par M. Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU, tandis que Walid Lagoune occupera le poste de rapporteur.

P3

MOHAMED CHARFI (ANIE)

Nous ne nous immiscerons pas dans le choix des citoyens

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a fait savoir que la mission de son organe consistait à "sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit de vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix". Suite à la convocation, mardi dernier par le président de la République, du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'ANIE a annoncé la période de révision exceptionnelle des listes électorales, devant commencer dimanche 20 septembre et durer jusqu'au 27 du même mois. A noter qu'une campagne de sensibilisation sur ce projet national sera également lancée aujourd'hui.

P3

Régions

GUELMA
Transfert de près d'un million de quintaux de céréales vers les silos de 9 wilayas

P8

DJELFA
Plus de 470 employés intégrés dans des postes permanents

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

210 nouveaux cas et 6 décès en 24 heures

P3

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

"Nous n'importerons jamais un vaccin qui n'a pas fait ses preuves"

P2

MOSTAGANEM

Mort d'un conducteur suite au renversement de son camion

P24

Sport

HAND/ MONDIAL-2021

Le Sept national en stage à Annaba

P13



Brèves

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Remise en service du haut fourneau n° 2

Le haut fourneau n° 2 du complexe Sider El-Hadjar (Annaba) a été remis en service vendredi après un arrêt d'activités de six mois en raison des mesures préventives imposées par la pandémie du Coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué à la cellule de communication du groupe industriel public, Imital. Le coup d'envoi de la remise en service du haut fourneau n° 2 a été donné en application des directives du Premier ministre Abdelaziz Djarad et du ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, lors de leur dernière visite (13 septembre courant) au complexe Sider El Hadjar afin de relancer l'activité économique dans cette méga unité industrielle et de revaloriser l'industrie sidérurgique en Algérie, a-t-on précisé dans un communiqué d'Imital. "La remise en service du haut fourneau n° 2 a eu lieu en début de cet après-midi, en présence du Président et directeur général du complexe Imital, Tarik Bouslama, des cadres du complexe Sider et des représentants du partenaire social du même complexe", a-t-on détaillé, relevant que "les tests techniques, précédant cette remise en service, lancés depuis quelques jours ont été concluants."

A rappeler que la mise à l'arrêt du haut fourneau n° 2 a été décidée en mars dernier dans le cadre des mesures imposées par les répercussions de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus. Au cours de cette même période, les unités de production ayant recours aux demi-produits et celles chargées de la commercialisation du stock des productions du complexe Sider El Hadjar ont poursuivi leurs activités. Les responsables du complexe sidérurgique d'El-Hadjar tablent sur une production de 600 000 tonnes pour l'année en cours laquelle devrait théoriquement augmenter en 2021 pour passer à 700 000 tonnes, avant d'atteindre le un (1) million de tonnes à l'horizon 2023 grâce aux investissements destinés à augmenter le volume de la production annuelle du complexe et à répondre aux besoins du marché avec des matériaux industriels compétitifs, a-t-on souligné de même source.

R.N

UNIVERSITÉS

Vers l'adoption de l'enseignement à distance

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a déclaré, hier à Laghouat, que "les efforts s'orientent vers l'adoption de l'enseignement à distance en fonction des exigences de la modernisation". "Les efforts du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique se dirigent vers l'adoption de l'enseignement à distance, la formation en alternative, en fonction des exigences de la modernisation", a souligné M. Benziane lors d'une rencontre d'orientation animée au terme de sa visite par visioconférence, depuis l'amphithéâtre "Mohamed-Souff" de la faculté centrale de Laghouat, en direction de la famille universitaire dans le cadre de la reprise des activités pédagogiques de présence. Le ministre a soutenu que "cette expérience d'enseignement à distance a été largement saluée par les acteurs après qu'elle se soit avérée comme choix primordial à développer en perspective", avant d'ajouter que "les établissements universitaires ont fait preuve de compétences de s'y adapter en dépit des contraintes rencontrées afférentes notamment au faible débit de l'internet". "Les établissements universitaires sont sollicités à coordonner avec les autorités locales et services concernés en vue de sécuriser la reprise des activités pédagogiques de présence", a lancé le ministre. Evoquant le transport public inter-wilayas, il a indiqué que son département se mobilisera, en coordination avec les pouvoirs publics, pour exploiter provisoirement le parc roulant du transport universitaire pour assurer, d'une manière graduelle, le transport des étudiants, notamment pour ceux des écoles supérieures et des spécialités aux nombres limités d'étudiants.

R.N

TRANSFERT DE 10 MILLIONS DE DOLLARS PAR ALI HADDAD

Le parquet général ouvre une information judiciaire

Une information judiciaire relative à l'affaire de transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying a été ouverte par le parquet de Sidi M'Hamed dans le cadre de l'affaire Ali Haddad, a annoncé hier le parquet général près la Cour d'Alger, rapporte l'agence officielle.



« Dans le cadre de l'affaire Haddad Ali relative à la transaction de 10 millions de dollars transférés au profit d'un cabinet de lobbying, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Sidi M'Hamed contre le sus-indiqué ainsi que la dénommée Sabrina Ben », a précisé le communiqué.

Selon la même source, « le juge d'instruction en charge de ce dossier a décerné des commissions rogatoires ». Pour rappel, début août, le parquet général près la Cour d'Alger a annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire suite aux informations relayées par certains titres nationaux au sujet d'un contrat conclu par des représentants du prévenu Haddad Ali avec une so-

ciété américaine d'un montant de 10 millions de dollars. L'enquête préliminaire ouverte conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, vise à « déterminer les circonstances de conclusion de ce marché et en définir le véritable objectif », a précisé le parquet d'Alger dans un communiqué.

R.N

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

« Nous n'importerons jamais un vaccin qui n'a pas fait ses preuves »

Contrairement à d'autres pays, l'Algérie n'a pas encore fait le choix du vaccin qu'elle devrait importer. Seule la qualification par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est susceptible de déterminer le choix des autorités. L'annonce a été faite vendredi par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, lors de son passage dans l'émission « Visions » dif-

fusée sur Canal Algérie. « Nous n'importerons aucun vaccin en Algérie qui ne soit pas vérifié OMS », a-t-il déclaré. « Nous n'importerons jamais un vaccin qui n'a pas fait ses preuves dans le pays où il est fabriqué », a encore martelé le ministre de la Santé. Il a rappelé qu'il y a plus de « 160 initiatives pour trouver le vaccin contre la Covid-19 et très peu de firmes ont atteint le stade 3 ». Interrogé sur la gestion de la pandémie

par le secteur de la santé, le ministre a affirmé que « nous avons gagné la première bataille » et que « nous avons des taux de décès nettement inférieurs à beaucoup d'autres pays ». M. Benbouzid a indiqué qu'au début de l'épidémie, nous n'avions pas les moyens. « Nous étions obligés d'importer les masques, mais maintenant, nous avons les moyens. Le secteur de la santé a bien géré la situation ». Questionné sur la

réouverture des frontières, le ministre de la Santé a indiqué que cette décision était une mesure souveraine. « C'est une décision à l'échelle du pays et on ne peut pas la réduire à un avis du Comité scientifique », a précisé le ministre, en poursuivant : « La décision de maintenir les frontières fermées est une décision sage, c'est ce qui nous a préservé et nous a permis de maintenir cette situation ».

R.N

IMPACT-COVID-19

Hani reçoit les représentants des transporteurs routiers

Le ministre des Transports, Lazhar Hani, a reçu hier les présidents des transporteurs routiers de personnes et de marchandises, qui lui ont présenté leurs préoccupations socioprofessionnelles, notamment celles liées à la pandémie de coronavirus, a indiqué le ministre dans un communiqué. "Dans le cadre de la concertation permanente entre le ministère et les différentes organisations professionnelles, M. Hani a reçu les présidents des transporteurs routiers de personnes et de marchandises et des transporteurs par taxi automobile", fait savoir la même source. Il s'agit de l'Organisation nationale des transporteurs algériens

(ONTA), de l'Union nationale des transporteurs (UNAT), de l'Union générales des commerçants et artisans algériens-Transport (UGCAA), du Syndicat national des transporteurs terrestres (SNTT-UGTA) ainsi que l'Union nationale des chauffeurs de taxis (UNACT). A cette occasion, les représentants des transporteurs routiers ont fait part de leurs préoccupations socioprofessionnelles, notamment celles inhérentes au gel de l'activité des transports en raison de la pandémie de la Covid-19, aux indemnités y afférentes décidées par les pouvoirs publics, au renouvellement du parc, à la conversion de la motorisation des véhicules de transport au

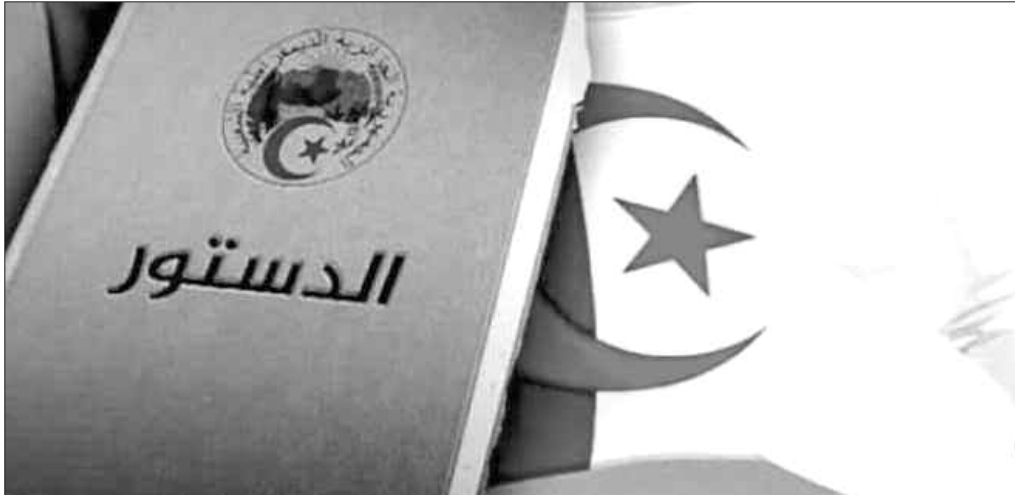
GPL ainsi qu'aux autres points en rapport avec la profession, selon le communiqué. Le ministre, qui a enregistré avec attention les doléances des intervenants, a tenu à les assurer du "soutien de l'Etat, de sa compréhension et de son entière disponibilité à œuvrer à leur satisfaction et à leur prise en charge, en tenant compte de la situation sanitaire et économique du pays". Cette rencontre s'est déroulée "dans un esprit empreint de franchise et de responsabilité, dans l'intérêt bien compris du pays, de ses opérateurs et du citoyen", a souligné le communiqué.

APS

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

Le soutien «entier» de l'institution militaire

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a qualifié hier à Oran le référendum sur la Constitution, prévu le 1er novembre prochain, d'"étape cruciale" dans le processus d'édification de la nouvelle Algérie, affirmant la disponibilité du Haut Commandement de l'Armée à faire de ce rendez-vous électoral une "réussite totale", indique un communiqué du ministère de la Défense.



In cette occasion, alors que nous nous approchons d'une échéance électorale capitale, à savoir le référendum populaire sur le projet de la nouvelle Constitution, prévu pour le 1er novembre prochain, que ce rendez-vous électoral constitue une étape cruciale dans le processus visant à tracer les repères du nouvel Etat algérien, comme l'a promis Monsieur le président de la

République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa campagne électorale", a-t-il indiqué dans une allocution d'orientation prononcée à l'occasion de l'installation officielle du nouveau Commandant de la 2ème Région militaire. Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a rappelé, à l'occasion, que l'organisation de ce référendum vise à "concrétiser les attentes légitimes des générations de l'indé-

pendance, qui ont exprimé en toute spontanéité et avec une clarté totale, leurs espoirs de bâtir une Algérie nouvelle, Etat de droit, érigée sur de solides fondements, dont la justice, l'équité et l'égalité des chances entre les enfants de la même patrie seraient les piliers, et où l'on aspire, avant toute chose, à l'intérêt suprême de la patrie", précise la même source. Il a affirmé, à ce titre, que "le Haut Commandement de l'Armée na-

tionale populaire fournira tous les efforts nécessaires afin de faire de cette étape cruciale une totale réussite, en soutenant entièrement les démarches des institutions de l'Etat, visant à atteindre de nouveau la renaissance et le progrès de l'Algérie, grâce aux plus dévoués et intégrés parmi ses fils, en particulier les jeunes qui sont l'atout de la nation, en tout temps".

ANP

RÉVISION DU CODE ÉLECTORAL

Tebboune installe la Commission nationale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a installé hier les membres de la Commission nationale chargée d'élaborer le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral. La Commission est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement urbain, et de sept professeurs en droit issus des universités d'Alger, Tizi Ouzou, Sétif, Oran, Tlemcen, Sidi Belabbès et du Centre universitaire de Tipaza.

Cette instance est présidée par M. Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU, tandis que Walid Lagoune occupera le poste de rapporteur. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la présidence en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Baghdad Daidj, du ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoudj, du ministre conseiller

de la Communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mo-hand Ouassaïd, du conseiller près le Président de la République, chargé des Affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie d'installation, le président de la Commission, Ahmed Laraba, a réitéré, en son nom et au nom de la Commission, ses remerciements au Président Tebboune "pour la confiance placée en sa personne".

R.N

MOHAMED CHARFI (ANIE)

Nous ne nous immiscerons pas dans le choix des citoyens

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a fait savoir que la mission de son organe consistait à "sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit de vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix". Suite à la convocation, mardi dernier par le président de la République, du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'ANIE a annoncé la période de révision exceptionnelle des listes électorales, devant commencer dimanche 20 septembre et durer jusqu'au 27 du même mois. A noter qu'une campagne de sensibilisation sur ce projet national sera également lancée aujourd'hui. Plus précis, M. Charfi a fait part des préparatifs en cours pour le référendum populaire, indiquant qu'il serait probablement possible de s'inscrire aux listes électorales à distance au lieu d'y procéder à l'ancienne. "Nous envisageons probablement lancer l'opération d'inscription pour la première fois à distance, d'ailleurs le staff technique de l'ANIE travaille sur cette option et nous nous efforçons d'y parvenir", a-t-il souligné, estimant que dans le cas où il ne

sera pas possible de mener à bien cette démarche lors de ce référendum, cette alternative sera appliquée durant les prochaines législatives. De surcroît, le nombre des "membres du secrétariat", bénévoles, inscrits durant les trois derniers jours via internet a atteint 1000 personnes/jour, et ce, en dépit de l'instabilité du réseau internet durant cette période en raison de l'examen du baccalauréat, a-t-il expliqué. A une question sur la commission gouvernementale chargée d'assister l'ANIE pour l'organisation du référendum sur la révision constitutionnelle et l'éventualité de la remise en question de l'indépendance de l'Autorité suite à la création de cette commission, M. Charfi a souligné que ce mécanisme "n'a aucun lien avec l'organisation", l'acte électoral relevant exclusivement de l'Autorité. Rappelant que la loi autorise l'Autorité à accéder à tous les moyens matériels pour lui permettre d'accomplir pleinement ses missions, M. Charfi a indiqué avoir proposé au président de la République de tenir l'autorité loin de toutes les préoccupations liées aux aspects matériels qui pourraient la détourner de sa principale mission qui est d'organiser

le référendum et veiller sur la régularité de l'opération de vote". A cet effet, le président de la République a instruit le gouvernement de mettre en place les mécanismes à même de mener à bien cette démarche, à travers la création du mécanisme sus-indiqué, selon M. Charfi. Dans le cadre de ce mécanisme, une coordination est établie avec les Secrétaires généraux des ministères concernés par le prochain référendum pour cerner les besoins matériels et structures administratives mis à la disposition de l'Autorité durant cette période, ajoutant que "le budget consacré à ce rendez-vous a été fixé". Charfi a cité, à titre d'exemple, le protocole sanitaire relatif au référendum du 1er novembre prochain, d'où le recours au ministère de la Santé pour assurer les ressources humaines, à savoir le personnel des corps médical et paramédical ainsi que les ressources matérielles pour la mise en application de ce protocole". La création de ce mécanisme, qui intervient à la demande de l'ANIE, vise à "rationaliser les dépenses de l'Etat durant les différentes opérations du processus électoral".

Synthèse : R.N

Brèves

2ÈME RÉGION MILITAIRE

Installation du Général-Major Hadj Laaroussi Djamel

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a installé officiellement, hier, le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel, dans les fonctions de Commandant de la 2ème Région militaire, en remplacement du défunt Général-Major Souab Meftah, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au Décret présidentiel du 13 septembre 2020, j'installe officiellement le Général-Major Hadj Laaroussi Djamel, dans les fonctions de Commandant de la 2ème Région militaire, en remplacement du défunt Général-Major Souab Meftah", a-t-il déclaré lors de cérémonie, cité dans le communiqué. "A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution. Qu'Allah nous prête assistance", a-t-il ajouté à l'adresse des cadres et personnels de la Région militaire présents lors de la cérémonie d'installation. M.Chanegriha a supervisé, ensuite, la cérémonie de passation de l'emblème national. Après la signature du Procès-verbal de passation de pouvoir, le Général de Corps d'Armée a tenu une rencontre avec le Commandement, les cadres et les personnels de la Région, au début de laquelle il a demandé à l'audience d'observer une minute de silence, à la mémoire du défunt le Général-Major Souab Meftah.

R.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

210 nouveaux cas et 6 décès

La baisse des contaminations au Coronavirus se poursuit toujours en Algérie. Selon le dernier bilan du ministère de la Santé, 210 nouveaux cas et 6 décès ont été enregistrés dans le pays en 24 heures. Avec le nouveau bilan, le nombre total des cas confirmés dans le pays passe ainsi à 49 623 cas et celui des décès atteint les 1665 morts, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Dr Djamel Fourar. S'exprimant lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr Fourar a précisé que le nombre de personnes guéries a atteint 34 923, dont 105 au cours des dernières 24 heures.

DISPARITION DE ABDELMADJID MERDACI

Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps

La disparition jeudi à Alger du sociologue et historien Abdelmadjid Merdaci n'a pas manqué d'émouvoir et d'attrister de nombreuses personnalités et citoyens de la ville de Constantine dont il est l'un de ses fils valeureux, décédé des suites d'une longue maladie à l'âge de 75 ans.

De l'avis de ses amis et proches, "le défunt portait Constantine dans son cœur et l'Algérie chevillée au corps" avec un attachement profond qui transparaissait fortement à travers ses nombreux ouvrages et contributions sur l'histoire, la littérature, le théâtre, la musique, le cinéma et même le sport. "C'est une grande perte pour la ville de Constantine et pour l'Algérie", confie à l'APS le Pr. Abdelhamid Aberkane, très affecté par la perte du défunt Abdelmadjid Merdaci qu'il considère comme "un frère, un homme vrai et entier, très engagé et courageux."

Emu par le décès de cet "homme d'une très grande culture", le Pr. Aberkane a loué les "qualités morales du défunt, une grande personnalité très respectée, un homme inlassable, très amoureux de la culture et de la musique, très généreux et d'une simplicité absolue." Et d'ajouter : "Abdelmadjid était un patriote qui aimait sa ville et son pays et n'avait de cesse d'organiser des rencontres et de prendre des initiatives pour faire vivre la culture." Très peiné par le décès de Abdelmadjid Merdaci, Mouloud Bensaid, homme de culture de Constantine et proche du défunt, décrit, pour sa part, "une illustre personnalité chérissant l'art et la culture dont il était insatiable, aspirant inlassablement à tout connaître du patrimoine culturel constantinois et national." "Le défunt était très cultivé et n'avait de cesse de défendre la culture et la musique de la ville de Constantine ainsi que son histoire", souligne-t-il, tout en adressant "une pensée émue aux membres de sa famille, des enfants de la ville très respectés." De son côté, Toufik Benzegouta, président de l'association des Amis de Constantine, a mis l'accent, outre les qualités morales et culturelles du défunt unanimement reconnues par ses amis et proches, sur "le couple extrêmement et extraordinairement soudé et inséparable



qu'il formait avec son épouse qui était toujours présente à ses côtés en toutes circonstances." Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé vendredi un message de condoléances à la famille de Abdelmadjid Merdaci, dans lequel il a salué les contributions de l'éminent professeur universitaire dans "l'enrichissement de la pensée et de l'histoire, priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir dans Son Vaste Paradis et d'assister les siens en cette épreuve." Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a également publié vendredi un

message de condoléances sur son compte Facebook, dans lequel il exprime sa "grande tristesse" suite au décès du professeur et chercheur Abdelmadjid Merdaci. Très proche du défunt, l'historien français, Benjamin Stora, a exprimé, de son côté, son "immense peine", rendant hommage, via un post facebook, à son "frère, ami et grand historien Abdelmadjid Merdaci." Ecrivain, sociologue et historien, le défunt professeur Abdelmadjid Merdaci est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Histoire de la ville de Constantine et la guerre de libération nationale, notamment "Le diction-

naire des musiques et les musiciens de Constantine", "La fonction présidentielle en Algérie", "GPRA, un mandat historique (19 septembre 1958-3 août 1962)", "Novembre 1954, de l'insurrection à la guerre d'indépendance" et "Constantine, citadelle des vertiges." Abdelmadjid Merdaci est également l'auteur d'un ouvrage bibliographique, "Les clés retrouvées", paru en 2015, dans lequel il relate son enfance à Constantine. Le défunt a été inhumé, aujourd'hui, dans l'après-midi à Constantine au cimetière central de la ville.

APS

TIGHILT-MAHMOUD (TIZI-OUZOU)

Le comité de village perpétue les valeurs de "Tajmaat"

La tradition ancestrale de "Tajmaat" se perpétue au village Tighilt-Mahmoud grâce aux actions de solidarité imprégnées d'une sociabilité étendue, menées par le comité de bénévoles. A l'entrée du village situé à 750m d'altitude au Sud-est de la Wilaya de Tizi Ouzou, le visiteur est accueilli par une stèle commémorative érigée en l'honneur aux 19 chahids tombés au champ d'honneur pendant la Guerre de libération nationale. Elle est flanquée de part et d'autres de deux fontaines, agrémentées d'un parterre de fleurs.

Les rues du village sont pourvues de trottoirs alors que des fresques berbères embellissent les murs des maisons. A la grande place de Tighilt-Mahmoud "Tinatlina" une autre fontaine tout aussi belle que celle de l'entrée du village complète le dispositif d'embellissement de l'axe principal du village. La propriété du

village témoigne de la volonté de ses habitants d'en faire un cadre de vie agréable. Le volontariat est aussi significatif à la gent féminine qu'à celle masculine. Regroupée en association, les femmes du village prennent part à la vie active du village, précise Farida Chebiri. Le village Tighilt Mahmoud compte plus de 4000 habitants. Il tient son nom "Mahmoud" en reconnaissance à un autre village "Ath-Mahmoud" (Beni Douala) dont la protection (lanaya) est venue à bout des ennemis des habitants de Tighilt qui les dépossédaient de leur bétail. L'histoire rapporte aussi la résistance des ancêtres de ce village contre l'expédition française, livrant bataille sous la bannière de Chérif Boubeghla le 19 juin 1852. Le lieu où s'est déroulé cet événement historique est appelé par les villageois "Vaghla", en mémoire de ce héros national. "Cette page d'histoire constitue pour le comité une

fierté qui nous pousse à faire toujours mieux", a affirmé le président du comité, Rabah Berrehal. Les projets lancés ou en voie de l'être sont confiés à Mohamed Ouramdane Ouheb, architecte de formation. Il est prévu la réfection du centre de santé qui sera équipé de tout le matériel nécessaire y compris une ambulance, la rénovation de la principale fontaine pourvoyeuse d'eau riche en vitamines au lieu-dit "Tala Oughelid", et la réalisation d'un manège à côté de l'école. Il est attendu la construction d'une tour ouverte au public et où tous les métiers de l'artisanat seront exposés, ceci pour relancer les métiers de ce secteur dont les retombées économiques seront bénéfiques au village. L'opération du tri sélectif des ordures est une opération prévue dans l'agenda du comité et s'inscrit comme une source de revenus. Le volet social est présent et constitue un axe majeur dans les

actions du comité. "La commission sociale apporte une aide aux nécessiteux et aux personnes handicapés à travers la distribution de produits de première nécessité", a précisé le responsable de cette commission, Djamel Tabani. La commission a mis en place une banque de données des donneurs de sang et organise des campagnes de circoncision en partenariat avec les structures hospitalières. Dans le respect des traditions, le comité organise à chaque jour de l'Aïd El Fitr, la distribution de quota de viande "Timechret". Classé 8e au concours du village le plus propre en 2017, le comité compte participer à la prochaine édition et ambitionne d'accueillir le festival international "Raconte-Arts". Le comité travaille en parfaite collaboration avec les élus de l'APC de Souk El-Tenine à leur tête le Président, a conclu M. Berrehal.

APS

MARCHÉ DES ASSURANCES

Le chiffre d'affaires en baisse de plus de 12%

Le Secrétariat permanent du Conseil national des assurances (CNA) vient de publier la Note de conjoncture du marché national des assurances pour le premier semestre 2020 (et deuxième trimestre de l'année), portant les chiffres provisoires de la production et des sinistres du marché national des assurances de dommages, des assurances de personnes, ainsi que de la réassurance.



Selon la note de conjoncture, le marché des assurances, toutes activités confondues, enregistre, au 30 juin 2020, un montant de plus 71 milliards de DA contre 81,2 milliards de DA, à la même période de 2019, soit une régression de 12,5%. Les acceptations internationales, quant à elles, marquent une hausse de 1,4% comparativement au 1er semestre 2019.

Pour le deuxième trimestre consécutif, le marché algérien des assurances reste affecté par la crise sanitaire induite par la pandémie Covid-19, à l'instar des autres secteurs économiques et financiers, à travers le monde.

Au terme du premier semestre 2020, les sinistres déclarés du secteur des assurances enregistrent un montant de 28,1 milliards de DA contre 39,2 milliards de DA au 30/06/2019, soit une régression de 28,1%. Les assurances de dommages dominent le marché des assurances, avec une part de 93,9 % contre 6,1% pour les assurances de personnes. Le total des indemnisations s'établit, au 30/06/2020, à 23,9 milliards de DA, marquant une importante régression

de 41,4% comparativement au premier semestre 2019. En revanche, les stocks enregistrent une hausse de 19% par rapport au 30 juin 2019 et totalisent un montant de 93,1 milliards de DA.

Au titre du 1er semestre 2020, le taux de règlement du marché des assurances marque un recul de 33,9 % par rapport au S1-2019, conséquemment à la baisse observée dans les assurances de dommages et de personnes avec des taux respectifs de 38 % et 10 %/

Par branche, la production des assurances de dommages, toutes branches confondues, a baissé de 9,3 milliards de DA soit un taux de 13,3%, passant de 70,1 milliards de dinars au terme du 1er semestre 2019 à 60,8 milliards de dinars au 30/06/2020. Ce repli est engendré par la baisse constatée au niveau de toutes les branches, suite à la pandémie du COVID-19 qui a touché l'économie dans tous ses secteurs. Toujours selon la note de conjoncture, la branche automobile enregistre un chiffre d'affaires de 33,8 milliards de DA, en repli de 10%, par rapport à la même période de l'exercice 2019, et dé-

tient une part de 55,6% du portefeuille des assurances de dommages. Les « risques obligatoires » enregistrent, également, une diminution de 4,5%, affichant un écart négatif de 393,5 millions de DA. Le nombre de contrats souscrits fléchit de 7,2% par rapport au S1-2019. Les « risques non obligatoires », qui dominent le portefeuille de la branche « Automobile » avec une part de 75,3 %, marquent une régression de 11,7% par rapport à la même période de 2019. La baisse affichée, au terme du 1er semestre, est expliquée, essentiellement, par la suspension de l'activité des usines de montage automobile, conséquence de la double crise politique (en 2019) et sanitaire (en 2020) du pays, entraînant, de ce fait, une baisse des souscriptions. L'impact direct et récent étant la fermeture de showrooms des partenaires et de certains bureaux de souscriptions suite au confinement imposé par l'État. Aussi, il y a l'impact négatif de l'instauration de la taxe anti-pollution qui a causé une baisse du nombre de contrat souscrits en garanties facultatives.

R.N

AIRBUS

La Chine devrait rester le premier marché unique en 2020

La Chine devrait rester le plus grand marché unique d'Airbus en 2020, alors que l'avionneur européen prévoit de livrer une centaine d'appareils à la Chine cette année. Du fait de la pandémie de COVID-19, Airbus n'a livré que 14 avions à la Chine au premier semestre de cette année, a indiqué George Xu, PDG d'Airbus Chine. Le plan initial de la compagnie comprenait la livraison de quelque 160 avions au pays en 2020. La Chine a pris les devants dans la sortie de l'impact de la pandé-

mie, son industrie de l'aviation civile ayant connu une reprise progressive et accélérée. Les statistiques d'Airbus montrent qu'à la fin du mois d'août, le nombre de passagers et celui de vols intérieurs sont respectivement revenus à environ 80% et 90% des niveaux rapportés à la même période l'année dernière. La Chine est un marché important d'Airbus, représentant plus de 20% des livraisons totales d'avions de la société. Grâce aux progrès réalisés par le pays dans la lutte contre

l'épidémie et la reprise de son marché de l'aviation civile, Airbus a vu ses livraisons en Chine augmenter depuis juillet, a fait remarquer M. Xu, cité par l'agence Chine nouvelle. Spring Airlines, la plus grande compagnie aérienne à bas coût de Chine, a reçu son premier Airbus A321neo vendredi dans la municipalité de Tianjin, dans le nord du pays. "Il faudra peut-être trois à cinq ans à l'industrie aéronautique mondiale pour se redresser complètement", a estimé M. Xu, notant que le marché chinois deviendrait

plus important pour Airbus dans l'ère post-pandémie. M. Xu a également indiqué qu'Airbus restait optimiste quant au marché chinois, alors que la Chine a introduit diverses politiques afin d'assouplir les restrictions et l'accès au marché pour les investisseurs étrangers ces dernières années. "Airbus attache une grande importance à l'énorme marché de la Chine, ainsi qu'à sa force scientifique et technologique dans les industries de l'IA et des mégadonnées", a-t-il déclaré.

R.E

PROJET RUSSE DE GNL

Financements internationaux en vue

Plusieurs établissements financiers internationaux sont prêts à soutenir financièrement à hauteur de 9,5 milliards de dollars (8,0 milliards d'euros) un projet de production de gaz naturel liquéfié (GNL) dans l'Arctique russe, selon un document que s'est procuré Reuters. Le projet Arctic LNG 2, mené par la compagnie russe Novatek et auquel le groupe Total participerait, est évalué à 21 milliards de dollars. Il devrait être lancé en 2023 pour atteindre en 2026 une capacité de production de près de 20 millions de tonnes de GNL par an dans la péninsule de Gydan, dont 80% seraient destinés à l'Asie.

Si le GNL est présenté par le secteur de l'énergie comme une alternative plus "propre" au charbon et au pétrole, il reste une source d'émission de dioxyde de carbone (CO2) et ses détracteurs le jugent difficilement compatibles avec les engagements de l'accord de Paris sur le climat ou le "Green Deal" de l'Union européenne. Parmi les établissements pressentis pour soutenir Arctic LNG 2, selon le document que s'est procuré Reuters, Bpifrance a émis un avis préliminaire favorable à une demande de "garantie de projet stratégique" de Total pour un crédit de 700 millions d'euros, un mécanisme en vertu duquel la banque publique se porterait garante pour l'entreprise à hauteur de 80% de ce crédit auprès des banques. "La décision d'octroi d'une garantie publique dans le cadre du projet Arctic LNG 2 n'a pas été prise", a toutefois précisé Bpifrance après la publication de ces informations. Les autres soutiens potentiels du projet incluent China Development Bank (CDB) pour cinq milliards de dollars, l'assureur crédit allemand Euler Hermes pour 300 millions et Japan Bank for International Cooperation (JBIC) pour 2,5 milliards de dollars, tandis qu'une banque russe, dont l'identité n'est pas précisée, est prête à apporter 1,5 milliard et l'italien SACE un milliard.

Sberbank, la première banque russe, a annoncé officiellement qu'elle était prête à financer le projet à hauteur de 2,7 milliards d'euros. Les engagements détaillés par le document, s'ils étaient confirmés, couvriraient l'intégralité des besoins de financements externes, estimés par Novatek entre neuf et 11 milliards de dollars.

DES IMPLICATIONS POLITIQUES POSSIBLES

Parmi les partenaires industriels du groupe russe figurent, outre Total, les chinois China National Petroleum et CNOOC et le consortium japonais Japan Arctic LNG, qui réunit Mitsui & Co et le groupe public JOGMEC, l'ex-Japan Oil, Gas and Metals National Corp. L'engagement de Bpifrance est soumis à certaines conditions et peut encore être rejeté par le gouvernement français. Le document précise que son avis favorable à la garantie du projet est donné "sous réserve de l'instruction ultérieure du profil de risque du projet et de ses fondamentaux économiques", avec une "réserve forte" dans l'attente des conclusions de l'analyse environnementale et sociale.

Total a refusé de commenter ces informations et Novatek n'avait aucun commentaire à faire dans l'immédiat.

Ce dossier pourrait avoir des implications politiques et diplomatiques dans le contexte du regain de tension entre l'Europe et la Russie lié à la tentative d'empoisonnement de l'opposant russe Alexei Navalny, qui a suscité en Europe des appels à suspendre le projet de gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne. L'implication d'institutions de financement du développement européennes dans le montage de projets de GNL est par ailleurs de plus en plus souvent remise en question à l'aune des engagements affichés par l'UE en matière de lutte contre le dérèglement climatique.

Les agences de crédit export comme Bpifrance fournissent, avec l'appui des Etats, des prêts, des garanties, des crédits et des assurances à des entreprises privées. Une porte-parole de JBIC s'est refusée à tout commentaire sur le document de Bpifrance, disant ne pas pouvoir confirmer le montant évoqué. SACE s'est refusé à tout commentaire et CDB n'a pas répondu dans l'immédiat. Euler Hermes a renvoyé vers le ministère fédéral allemand en charge de l'énergie mais celui-ci a déclaré ne pas être "autorisé à fournir à des tiers des informations sur ce sujet".

Reuters



TISSEMSILT (FORMATION PROFESSIONNELLE)

Entrée en service de la Maison de l'accompagnement et de l'insertion

La Maison de l'accompagnement et de l'insertion de la wilaya de Tissemsilt est entrée en service jeudi, a-t-on appris auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

Ainsi, il a été procédé jeudi à l'installation officielle de l'instance de gestion de ce nouveau mécanisme doté de deux représentants de différents dispositifs de l'emploi de la wilaya, a indiqué la même source, faisant savoir que le siège de cette nouvelle instance décidée sur la base d'une décision du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels

se trouve au niveau de l'institut national spécialisé de formation professionnelle Tedjeddine Hamed Abdelwahab, au chef-lieu de wilaya.

Selon la même direction, cette instance, désormais opérationnelle, a pour mission d'orienter les diplômés des établissements de formation, de les aider dans la création de petites entreprises (start up) et de les intégrer dans le marché du travail.

La Maison de l'accompagnement et de l'insertion se veut un espace pour les stagiaires et les diplômés des centres de formation professionnelle, ainsi que les

représentants des dispositifs de l'emploi pour échanger les avis sur la manière de créer les start up.

C'est aussi un cadre idéal pour la collecte des informations utiles permettant de faire connaître les opportunités d'emploi et les formations de qualification, a-t-on souligné.

Elle veille également au travail de sensibilisation et à activer pour inculquer la culture entrepreneuriale aux jeunes formés et diplômés des établissements de formation, porteurs de projets, en plus de servir de bureau d'accueil et de collecte de données pour le marché de l'emploi.

Brèves

SAÏDA

Une clinique mobile au profit des populations des zones d'ombre

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Saïda a procédé, en début de semaine en cours, au lancement d'une "clinique mobile" pour rapprocher les services de santé des populations des zones d'ombre, a-t-on appris jeudi du directeur de cette instance Benamara Mohamed. Cette unité de santé itinérante, a indiqué à l'APS M. Benamara, sera opérationnelle à partir de la semaine prochaine dans la commune de Hassasna, et sillonnera "prochainement" l'ensemble des zones d'ombre des régions isolées et enclavées pour effectuer des consultations aux populations éloignées réparties à travers les communes de la wilaya. La direction de la santé et de la population a consacré pour cette opération les moyens matériels nécessaires, dont des ambulances médicalisées, et mobilisé une équipe médicale et paramédicale, a-t-on indiqué, précisant que le secteur de la santé s'est doté, la semaine dernière, de trois médicalisées.

ANNABA

Installation de 11 stations 4G LTE pour couvrir les zones d'ombre de 7 communes

Les travaux d'installation de 11 stations LTE (Long Term Evolution) de la 4ème génération (4G) d'internet ont été lancés en perspective de couvrir les zones d'ombre de sept (7) communes de la wilaya d'Annaba par les services de la téléphonie fixe et d'internet à haut débit, apprend-on jeudi auprès de la cellule de communication de la direction opération d'Algérie Telecom (DOTAT).

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'amélioration de la couverture par la technologie de la 4G LTE et le désenclavement des zones éloignées en sus de l'amélioration du cadre de vie des citoyens de ces localités, a expliqué la même source. Ce programme permettra de raccorder 7.000 nouveaux abonnés au réseau de la 4G dans les groupements d'habitat et les zones rurales éloignées situées dans les communes de Chorfa, Eulma, Treat, Berrahal, El Bouni et Seraidi, a-t-on souligné.

Dans le cadre de ce projet, environ 104 km de câbles de la fibre optique ont été déployés en vue de faire parvenir cette technologie aux stations LTE de la quatrième génération d'internet implantées dans ces localités, a-t-on ajouté, précisant que la société d'Algérie Télécom veillera à la qualité dans l'exécution des travaux et au respect des délais fixés.

Les zones d'ombre qui bénéficieront dans le cadre de cette opération sont El-Azla, Bouzizi, Chaouali Belkacem, Koudiat Merah, Ain Gouta, Gherbi Aïssa, Salmoun El-Hachemi, Seliha, El-Hassehassia et Issa Aïmrat, a-t-on noté.

Ce projet sera livré "à la fin de l'année en cours", alors que l'opération d'acquisition de lignes téléphoniques et d'internet sera entamée "au début de l'année prochaine", a-t-on signalé.

GUELMA

Transfert de près d'un million de quintaux de céréales vers les silos de 9 wilayas

Pas moins de 929 434 qx de céréales, récoltés dans la wilaya de Guelma, au titre de la dernière campagne moisson-battage, ont été transférés vers neuf wilayas du pays de manque d'infrastructures de stockage dans cette wilaya, a indiqué jeudi le directeur local de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Hamid Ayeche.



Au moins 1,3 million de quintaux de céréales ont été récoltés dans cette wilaya au titre de la saison agricole 2019-2020, expliquant que cette production est nettement supérieure aux capacités de stockage des points de collecte désignés dans cette wilaya, a indiqué M. Ayeche dans son exposé présenté à l'occasion de la visite de travail effectuée par le wali Kameleddine Kerbouche au siège de la CCLS dans la commune de Belkhir. Il a relevé, à ce propos,

qu'il avait fallu recourir aux infrastructures des wilayas voisines pour le stockage du surplus de cette production.

Le même responsable a rappelé que la wilaya de Guelma dispose seulement de 14 points de récolte d'une capacité théorique de stockage estimée à 900 000 qx devant collecter la production des agriculteurs de 34 communes.

Le directeur de la CCLS, a expliqué, que la décision de transférer la production vers d'autres wi-

layas s'est imposée comme "une nécessité afin de sauvegarder la récolte" et de permettre aux céréaliculteurs de commercialiser leurs produits et de pérenniser leurs activités.

Ainsi, l'excédent de céréales a été transféré vers des infrastructures de stockage des wilayas de Tebessa, Skikda, Sétif, Bordj Bou Arreridj, Khenchela, Biskra, Batna, Annaba et Oum El Bouaghi, a indiqué le même responsable. Selon le directeur de la CCLS de Guelma, des projets ont été

inscrits pour réaliser cinq infrastructures de stockage dans la wilaya afin de combler le manque enregistré dans ce domaine.

Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'un grand silo d'une capacité de stockage de 300 000 qx devant être mis en exploitation la saison prochaine dans la commune de Belkhir, en plus de la réalisation d'infrastructures similaires dans les communes de Tamlouka, Ain Larbi, Roknia et Ras El Okba.

BATNA (PÔLE URBAIN HAMLA)

Fermeture du centre de consultation et de diagnostic des cas suspects de Covid-19

Le centre de consultation et de diagnostic des cas suspects de la Covid-19 du pôle urbain de Hamla de la ville de Batna a été fermé consécutivement à la baisse importante du nombre des cas suspects de la pandémie, a indiqué jeudi le directeur local de la santé (DSP), Aïssa Madoui. A ce propos, ce responsable a affirmé à l'APS, que ce centre restera néanmoins en alerte au cas où il devrait rouvrir une autre fois, précisant que l'équipe médicale et paramédicale qui y exerce va pouvoir prendre du repos après avoir contribué à la prise en charge et l'orientation des personnes contaminées par la Covid-19 durant la période de tension qu'a connue la wilaya sur le plan épidémiologique. Selon le directeur local de la santé, le reste des centres de consultation et de diagnostic ou-

verts à travers la wilaya sont pour l'heure opérationnels, soulignant que le centre domicilié à l'Ecole nationale d'application des techniques des transport terrestres (ENATT) de la ville de Batna a également enregistré une baisse sensible des cas suspects de contaminations par le nouveau coronavirus, dont le nombre oscille entre 30 et 50 par jour contre 450 à 500 au moment de sa mise en service.

La même source a relevé, en ce sens, une "amélioration" de la situation épidémiologique à travers la wilaya de Batna, assurant que le taux d'occupation des lits d'hôpital a diminué pour atteindre 16 % hier (mercredi), au moment où seulement 8 lits de réanimation sont occupés sur un total de 40 lits existants dont 28 au chef-lieu.

Par ailleurs, le DSP de Batna a rappelé que la

capacité d'accueil hospitalière des malades a été renforcée il y a un mois dans le cadre des mesures prises pour la prise en charge des malades contaminés par le Sars-coV-2, en passant de 437 lits à 662.

Pour rappel, une équipe de médecins pluridisciplinaire, de paramédicaux et de psychologues a été mise en place, le 8 août dernier, dans le cadre d'une initiative bénévole de prise en charge et de suivi à domicile des malades de la Covid-19 et leurs proches pour atténuer la pression sur les établissements de santé, mais aussi pour briser la chaîne de transmission du virus.

Cette expérience, née en premier lieu au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) de Batna, s'est étendue par la suite à d'autres régions.

CONSTANTINE (PAIEMENT DES FACTURES) Plus de 10.000 abonnés de la Sonelgaz sensibilisés aux différents modes

Au moins 10.120 abonnés raccordés au réseau de basse tension de la concession de l'électricité et du gaz de Constantine (filiale du groupe Sonelgaz) ont été sensibilisés aux différents modes de paiement des factures de consommation énergétiques en suspens, a indiqué jeudi la responsable de l'information auprès de cette entreprise, Ouahiba Takhrist.



Au cours d'une campagne d'information, lancée mardi dernier dans la wilaya de Constantine, sous le slogan "Payer en toute simplicité et confort", qui a ciblé, dans un premier temps, les endroits publics à travers les quartiers populaires, les clients ont été sensibilisés aux différents modes de règlement des factures d'électricité et de gaz impayés durant la période de confinement, a expliqué Mme Takhrist.

La concession de l'électricité et du gaz de Constantine a procédé au lancement de cette campagne pour permettre aux abonnés

n'ayant pas pu parvenir à payer leurs factures de consommation dans les agences commerciales, de s'acquitter des impayés, a-t-elle soutenu, soulignant que "les solutions proposées sont en tout état de cause dans l'intérêt du citoyen et visent à préserver la santé du citoyen et éviter le cumul des redevances de consommation (RC)", a souligné la même source.

Durant cette opération, des explications ont été fournies aux citoyens, notamment les démarches se rapportant à l'utilisation des nouvelles fonctionnalités et des modalités de

paiement via le site électronique de l'entreprise, entre autres, la possibilité de payer la facture par le biais de la carte Eddahabia et la carte interbancaire (CIB), les mesures de protection de l'opération du paiement et la vérification de l'identité du client à travers un code secret envoyé par SMS, a précisé la même responsable.

En sus de l'amélioration du système de télépaiement, les clients de la Sonelgaz ont été informés de la possibilité de recourir au système classique de paiement via les neuf (9) agences commerciales de la concession locale de

l'électricité et du gaz, voire celles qui existent sur tout le territoire national, ainsi que dans les bureaux d'Algérie Poste, selon Mme Takhrist.

Le nombre de factures réglées via le site électronique dans la wilaya de Constantine est passé de 13 opérations au mois de mars dernier à 307 au mois d'août dernier, a fait savoir la même responsable.

La concession de l'électricité et du gaz de la wilaya de Constantine compte 293.273 abonnés raccordés au réseau de basse tension d'électricité et 247.328 clients raccordés au réseau du gaz naturel, a-t-on noté. (APS)

Brèves

TAMANRASSET Huit nouvelles spécialités cette saison au centre universitaire

Huit (8) nouvelles spécialités d'enseignement seront ouvertes au titre de la rentrée universitaire au niveau du centre universitaire de Tamanrasset (CU), a-t-on appris jeudi des responsables de cette institution de l'enseignement supérieur. Il s'agit de l'introduction, dans les systèmes Licence et Master, des filières de finances et comptabilité, organisations en sciences politiques (Licence), vestiges préhistoriques, psychopédagogie, langue anglaise, tourisme et archéologie, Droit administratif et orthophonie (Master), a précisé le recteur du CU, Abdelghani Choucha.

Le même responsable a fait état de la sortie cette saison de 1.622 promus, dont 1.035 étudiants en licence et 587 en Master, en plus de la réception cette année de 2.380 nouveaux inscrits, devant porter l'effectif étudiant global à 8.800 étudiants au niveau du CU, encadrés par 228 enseignants. Cette structure universitaire sera renforcée, en outre, par l'acquisition de nouveaux équipements pédagogiques pour les travaux pratiques et l'accompagnement de la formation qualitative des étudiants.

Les examens trimestriels des différentes filières se déroulent actuellement dans le strict respect du protocole sanitaire dans le cadre des mesures préventives contre la Covid-19, a fait savoir M. Choucha.

TIZI-OUZOU Deux oléiculteurs locaux primés au concours national Djaffar Aloum

Deux oléiculteurs de Tizi-Ouzou ont été primés pour la qualité de leur produit lors de la 2ème édition du concours national Djaffar Aloum de la meilleure huile d'olive vierge extra, a-t-on indiqué vendredi à la chambre d'agriculture de la wilaya (CAW). Il s'agit de Fayçal Amazit d'Ighia et Mahfoud Sahmoune de Djamaa N'Saridj, respectivement primés des médailles d'or et de bronze dans la catégorie fruité vert intense, lors de ce concours organisé par le Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIFO). Quelque 22 concurrents de 15 wilayas du pays ont pris part à cette compétition, encadrée par des gouteurs de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne, dont les prix seront remis lors d'une cérémonie le 26 novembre prochain à l'occasion de la journée mondiale de l'olivier. Pour rappel, M. Amazit, membre de la coopérative Achvaili N'At Ghovri, a été également lauréat en mai dernier du prix "Gourmet" au 18ème concours international des huiles du monde organisé à Paris (France) par l'Agence de valorisation des produits agricoles (APVA).

DJELFA

Plus de 470 employés intégrés dans des postes permanents

La commission de Djelfa en charge de la gestion de la première étape du dossier de l'intégration professionnelle a confirmé 474 employés dans leurs postes, a-t-on appris, auprès de la direction de l'emploi de la wilaya. "Sur ce total de travailleurs intégrés dans des postes permanents, 143 relèvent du secteur de la santé", a indiqué à l'APS, le responsable du secteur, Abdelaziz Messaoudi.

Les différentes collectivités locales de la wilaya ont intégré, pour leurs parts, quelque 96 autres travailleurs. Sachant que le ministère de tutelle a lancé une application pour la prise en charge des travailleurs concernés par l'intégration professionnelle.

Selon M. Messaoudi, la wilaya compte 3.486

travailleurs, en poste depuis plus de huit ans dans le cadre du DAIP (Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle), concernés par cette première étape de l'intégration professionnelle.

Ces personnes sont employées dans différents secteurs d'activités, dont les finances, les travaux publics, la formation professionnelle, et les équipements publics, a-t-il précisé.

"L'opération a enregistré un début timide, car elle fut annoncée quelque peu tardivement vers décembre 2019", a-t-il ajouté.

"Mais elle marche bon train actuellement, notamment avec l'entrée en vigueur de l'exercice financier 2020, et l'affectation de postes budgétaires à différents secteurs", a souligné le même responsable.

Un nombre de secteurs, ayant parachevé cette première étape, ont entamé les procédures de mise en œuvre de la 2ème étape de l'intégration professionnelle (toujours au titre du DAIP), au moment où la commission de la wilaya s'attelle à l'examen des recours introduits dans le cadre de la première étape, pour trouver (aux non bénéficiaires) des postes budgétaires dans leur spécialité d'origine (problème de correspondance du diplôme).

A noter que cette 2ème étape de l'intégration professionnelle, à Djelfa, vise la prise en charge de 1741 employés ayant accompli entre trois à huit ans d'exercice à leur postes. La 3ème étape de cette opération concernera 2197 autres employés, est-il indiqué de même source.



GIANNI INFANTINO (PRÉSIDENT DE LA FIFA)

”Plus jamais nous n’aurons de corruption dans le football”



Le président de la FIFA Gianni Infantino, cible depuis fin juillet d'une enquête en Suisse, a défendu vendredi son combat "contre la corruption" dans le football, estimant avoir restauré l'intégrité de l'instance après une vague de scandales.

"Plus jamais nous n'aurons de corruption dans le football (...) Nous l'avons exclue et nous ne la laisserons pas revenir", a promis le Valaisan, en ouverture du 70^e Congrès de la FIFA tenu par

visioconférence avec les délégués des 211 fédérations membres.

Offensif, il a spontanément évoqué la procédure qui le vise depuis le 30 juillet en raison de trois rencontres secrètes avec l'ex-procureur général helvétique, alors chargé d'instruire une série d'enquêtes visant principalement d'anciens responsables de la FIFA.

"Ce sont des rencontres qui voulaient tendre à montrer que la nouvelle FIFA était à mille

lieues de l'ancienne", une instance "victime de fonctionnaires corrompus", a lancé M. Infantino, allusion à l'équipe de son prédécesseur Sepp Blatter, évincé en 2015.

"Pourquoi donc ai-je rencontré le procureur général? Parce que c'était mon obligation (...) Je voulais libérer la FIFA des ombres du passé et je veux toujours le faire", a-t-il martelé, après s'être une première fois expliqué en août dans une lettre aux fédérations.

Brèves

FOOT/ PREMIER LEAGUE

Thiago Alcantara à Liverpool

Le milieu de terrain espagnol Thiago Alcantara rejoint Liverpool, après sept ans passés au Bayern Munich, a annoncé vendredi le champion d'Angleterre. Le joueur de 29 ans, vainqueur de la Ligue des champions cet été avec le Bayern, a signé un "contrat de longue durée", a précisé Liverpool. Le montant du transfert s'élevait à 26 millions d'euros selon les médias britanniques. "C'est un sentiment incroyable. J'attendais ce moment depuis longtemps et je suis très heureux d'être ici", a déclaré Thiago au site web de Liverpool. L'Espagnol, qui portera le N.6 chez les Reds, entend obtenir le même succès en Angleterre qu'en Allemagne. "Quand les années passent, vous essayez de gagner autant que vous le pouvez et quand vous gagnez, vous voulez gagner encore plus (...). Je veux atteindre tous les objectifs, gagner autant de trophées que possible", a-t-il avancé. Fils de l'ancien international brésilien Mazinho et frère de Rafael Alcantara, Thiago a débuté au FC Barcelone où il a remporté notamment trois Ligas et une Ligue des champions (2011). Arrivé au Bayern en 2013, il a ajouté à son palmarès 7 titres de champion d'Allemagne, trois Coupes nationales et décroché une nouvelle Ligue des champions le mois dernier. Fin juin, les médias allemands avaient révélé les envies d'ailleurs du milieu de terrain qui n'avait pas souhaité prolonger son contrat avec le club bavarois. Formé à la Masia du Barça, Thiago se distingue par son aisance technique, sa vitesse et ses qualités de récupérateur et dribbleur. Avec Thiago Alcantara, Liverpool s'offre sa deuxième signature de l'été, après celle du latéral grec Kostas Tsimikas.

R.S

FOOT/ TRANSFERTS

Higuain (Juventus de Turin) rejoint Miami

L'attaquant international argentin Gonzalo Higuain, dont le contrat avec la Juventus de Turin (Serie A italienne de football) a été résilié, s'est engagé avec l'Inter Miami FC (championnat nord-américain - MLS), a annoncé le club américain vendredi, sans dévoiler la durée du contrat. "Bienvenue à l'Inter Miami, Gonzalo Higuain", a tweeté l'Inter Miami en accompagnement d'une vidéo montrant des buts inscrits par Higuain, surnommé "Pipita". Après un passage largement décevant sous le maillot de la Juventus, Higuain (32 ans) va tenter de rebondir en MLS, souvent considéré comme un championnat de 2e zone pour joueurs en fin de course dans les grands championnats européens. "Nous sommes heureux d'avoir finalisé ce contrat avec Gonzalo et d'avoir ajouté un buteur expérimenté et efficace dans notre effectif qui a joué dans les meilleurs clubs et championnats. Nos propriétaires ont toujours eu pour but de faire venir des joueurs d'élite à l'Inter Miami, mais aussi des personnes qui ont pour ambition de marquer l'histoire du football en Amérique du Nord. On a trouvé ça avec Gonzalo", déclare le directeur sportif du club Paul McDonough dans un communiqué. Depuis son arrivée à la Juventus, Higuain a inscrit 66 buts toutes compétitions confondues avec la "Vieille Dame" malgré des prêts ces dernières saisons à l'AC Milan et à Chelsea, ce qui en fait le deuxième meilleur buteur de la Juventus durant cette période. "Mon but est de transmettre toute mon expérience acquise en Europe pour aider l'équipe à grandir. Je me sens bien", a-t-il assuré. Miami, promu cette saison, occupe actuellement la 14e et dernière place de la conférence Est du Championnat MLS avec huit points en onze matches.

R.S

MONDIAL-2022/QUALIFS

L'Argentine avec Messi mais sans Di Maria ni Agüero

La sélection argentine va disputer ses deux premières journées des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2022 avec sa star barcelonaise Lionel Messi, mais sans ses attaquants Angel Di Maria et Sergio Agüero, a annoncé vendredi la fédération.

L'Argentine débutera contre l'Équateur le 8 octobre dans la Bombonera de Buenos Aires, entre de Boca Juniors. L'autre rencontre sera disputée 5 jours plus tard dans les hauteurs andines de La Paz, à plus de 3.500 m au-dessus du niveau de la mer, le 13 octobre contre la Bolivie. Messi, après son épisode mouvementé à l'été et ses envies de départ de Barcelone, aura l'occasion d'aller se changer les idées avec la sélection.

Lui qui était sous le coup d'un match de suspension pour son expulsion lors du match pour la troisième place de la Copa America Brésil-2019 contre le Chili, a vu sa peine annulée pour prescription plus d'un an après les faits. Forfait avec Manchester City pour la reprise du club lui-même en Premier League, Sergio Agüero, qui a manqué la fin de la saison dernière pour une blessure à un genou et n'a pas repris l'entraînement collectif, n'a logiquement pas été retenu.

La non-sélection du Parisien Angel Di Maria, qui a joué mercredi avec le Paris SG reste, pour l'heure, sans explication. Outre Messi, l'attaqué argentine aura tout de même fière allure avec les convocations des "Italiens" de la Juve, Paulo Dybala, et de l'Inter, Lautaro Martinez. Ces convocations surviennent après l'annonce de la liste des



joueurs brésiliens et au lendemain de l'autorisation par la Confédération sud-américaine (Conmebol) pour les joueurs sud-américains évoluant dans des clubs européens de rejoindre leurs sélections pour ces deux premiers matches. Cette sélection argentine n'est pas définitive et sera complétée avec les convocations de joueurs évoluant dans le championnat national. La tenue des deux premières journées des qualifications sud-américaines pour le Mondial-2022 était longtemps restée en suspens, en raison de la pandémie qui continue de faire des ravages en Amérique du Sud et commence à revenir en force dans certains pays

européens. **Gardiens:** Emiliano Martinez (Aston Villa/ENG), Juan Musso (Udinese/ITA), Agustin Marchesin (Porto/POR) **Défenseurs:** Juan Foyth (Tottenham/ENG), Renzo Saravia (Inter de Porto Alegre/BRA), German Pezzella (Fiorentina/ITA), Leo Balerdi (Olympique de Marseille/FRA), Nicolas Otamendi (Manchester City/ENG), Nehuen Pérez (Atlético Madrid/ESP), Walter Kannemann (Gremio/BRA), Nicolás Tagliafico (Ajax Amsterdam/NED), Marcos Acuña (Seville FC/ESP), Facundo Medina (Lens/FRA) **Milieux:** Leandro Paredes (PSG/FRA), Guido Rodriguez

(Betis Seville/ESP), Rodrigo De Paul (Udinese/ITA), Exequiel Palacios (Bayer Leverkusen/ALL), Giovanni Lo Celso (Tottenham/ENG), Nicolas Dominguez (Bologne/ITA) **Attaquants:** Lionel Messi (Barcelone/ESP), Paulo Dybala (Juventus/ITA), Lucas Ocampos (Seville FC/ESP), Nicolas Gonzalez (Stuttgart/ALL), Alexis Mac Allister (Brighton/ENG), Alejandro Gomez (Atalanta/ITA), Joaquin Correa (Lazio Rome/ITA), Lucas Alario (Bayer Leverkusen/ALL), Lautaro Martinez (Inter Milan/ITA), Giovanni Simeone (Cagliari/ITA), Cristian Pavon (Los Angeles Galaxy/USA).

R.S

ALLEMAGNE

Le Bayern Munich donne le coup d'envoi de la Bundesliga

Le Bayern Munich, tenant du titre, a donné vendredi à domicile contre Schalke le coup d'envoi de la Bundesliga 2020-2021, à huis clos en raison de la résurgence de la pandémie de Covid-19 en Bavière. La tradition en Allemagne veut que le champion en titre ouvre le bal un vendredi soir, en match avancé. Et mercredi encore, les dirigeants du "Rekordmeister" espéraient bien accueillir 7.500 spectateurs, en accord avec la Ligue allemande qui plaide pour un retour du public dans les stades. Mais le maire de Munich Dieter Reiter en a décidé autrement. Les responsables politiques allemands ont certes donné mardi le feu vert aux clubs de Bundesliga pour permettre le retour partiel des supporters dans les stades, mais à condition que le taux d'infection dans chaque région reste inférieur à 35 pour 100.000 habitants. Le chiffre pour Munich a été révisé jeudi à 47,6 pour 100.000. "Ce serait un mauvais signal que de laisser entrer les spectateurs dans les stades sportifs au vu des chiffres actuels", a déclaré le maire de la ville jeudi. Dans les autres régions concernées, le taux d'infection est sous la barre des 35/100.000 et les stades accueilleront entre 500 (Wolfsburg) et

10.000 (Dortmund) spectateurs, selon un pourcentage, variable selon les régions, de la capacité des stades. La Bundesliga avait été le premier championnat majeur à reprendre dès la mi-mai après la pause due au coronavirus, en grande partie parce qu'à l'époque l'Allemagne avait mieux maîtrisé l'épidémie que la plupart de ses voisins européens. Le Bayern, qui vient de réussir le deuxième triplé coupe-championnat-Ligue des champions de son histoire, vise un neuvième titre de champion consécutif. L'entraîneur Hansi Flick a aligné pour la première fois sa recrue star Leroy Sané, arrivé de Manchester City pour 45 millions d'euros cet été. Sané prend la place de Kingsley Coman, le buteur en finale de la Ligue des champions contre le Paris SG, contraint à observer une quarantaine après avoir côtoyé une personne touchée par le coronavirus. Lors de ce match d'ouverture, le Bayern Munich a envoyé un message glaçant pour tous ses futurs adversaires, allemands et européens, en dynamitant Schalke 8-0, avec notamment un triplé de Serge Gnabry. Ce score a probablement placé les Bavarois en tête dès la première journée.

R.S

ITALIE

1.000 spectateurs autorisés dans les stades à partir d'aujourd'hui

Un millier de personnes pourront assister à toutes les compétitions sportives en plein air en Italie à partir d'aujourd'hui, a annoncé vendredi le ministre des Sports, Vincenzo Spadafora, à la veille de la reprise du championnat de football. "A partir des demi-finales et finale" du tournoi de tennis de Rome, prévues dimanche et lundi, "un millier de spectateurs pourront assister à toutes les compétitions sportives qui se dérouleront en extérieur et qui respecteront scrupuleusement les règles sanitaires", indique le ministre dans un message écrit. Pour pouvoir ouvrir partiellement, les organisateurs des événements sportifs devront respecter les "règles prévues pour l'espace, les masques, les réservations de places", précise Vincenzo Spadafora. Pour ce dernier, c'est "un premier pas, mais un pas significatif vers un retour à la normale du sport, que nous espérons pour bientôt". Les organisateurs du Masters 1000 de Rome avaient annoncé une "énorme injustice" de devoir jouer à huis-clos, alors que Roland-Garros, qui débute dans moins de dix jours, pourra accueillir des spectateurs. Dans le football, les clubs, économiquement asphyxiés par l'arrêt des compétitions au printemps et l'absence de public, réclamaient aussi une réouverture progressive des stades.

R.S

HAND/ MONDIAL-2021

Le Sept national en stage à Annaba

La sélection algérienne de handball (messieurs) effectuée à partir de vendredi soir, un stage préparatoire d'une dizaine de jours au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba), en vue du mondial 2021 de handball, prévu du 13 au 31 janvier en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB).



Sous la houlette du sélectionneur français, Alain Portes, qui se trouve au pays depuis vendredi dernier, la délégation de la sélection nationale a fait une pause à Sétif pour prendre le déjeuner, selon des photos postées par l'instance fédérale. Les joueurs de l'équipe nationale ont reçu la visite du directeur de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Sétif. En vue de ce stage préparatoire, le premier depuis plusieurs mois en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), le coach national a fait appel à 19 joueurs, dont sept du GS Pétroliers. Tous les joueurs convoqués ont été soumis la semaine dernière à des tests de dépistage au Centre national de médecine du sport (CNMS). La sélection algérienne, absente lors des deux derniers mondiaux 2017 (France) et 2019 (Allemagne -

Danemark) qui a hérité du groupe F, entamera le Mondial 2021 face à son homologue marocaine, le 14 janvier, puis islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier. A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Dès le tour principal, les deux équipes les mieux classées de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale à partir du 27 janvier. Les équipes, qui n'atteindront pas le tour principal, disputeront la Coupe du Président qui débutera le 20 janvier. Les matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium

Sports Hall. Liste des joueurs retenus pour le stage : Zemmouchi Yahia (OM Annaba), Bouchtit Hamoudi (MM Batna), Benmeni Abdellah (GS Pétrolier), Chahbour Ryad (GSP), Hadidi Alaedine (GSP), Ensaad Okba (CR Bordj Bou Arréridj), Zenadi Abdeldjalil (GSP), Saker Redouane (JSE Skikda), Arib Réda (GSP), Berkous Messaoud (GSP), Naim Zohir (JSE Skikda), Hammouche Abdennour (CR Bordj Bou Bordj), Griba Mohamed (CR Bordj Bou Arréridj), Lanani Skander (CR Bordj Bou Arréridj), Berriah Abderrahim (GSP), Bouzouli Youcef (OM Annaba), Boulahsa Ali (JSE Skikda), Kouri Mokhtar (MC Saïda), Oussama Bounedjah (MC Saïda).

R.S

Brèves

FOOT / LIGUE DES CHAMPIONS 2018-2019

Le TAS déboute le WAC, l'EST reste championne

Le Tribunal arbitral du sport (TAS) a rejeté vendredi l'appel déposé par le WA Casablanca concernant la finale de la Ligue des champions remportée par l'Espérance Tunis le 31 mai 2019 et dont le match retour avait été longuement interrompu en raison d'un problème lié à l'Assistance vidéo à l'arbitrage (VAR). "En conséquence, l'Espérance sportive de Tunis reste le vainqueur de la Ligue des Champions de la CAF 2018/2019, écrit l'instance basée en Suisse. La Formation du TAS a établi en particulier que la décision des joueurs du WAC de ne pas reprendre la partie après l'interruption de la finale retour à la 59e minute du match constituait bien un abandon au sens de l'article 148 du Code disciplinaire de la CAF (...)". Avec cette décision, le TAS a sans doute mis fin à un long bras de fer juridique entre le club marocain et une Confédération africaine de football (CAF) qui avait finalement confirmé le sacre du club tunisien, après plusieurs revirements. Dans le cadre de cet appel interjeté par le club marocain contre la CAF et l'EST, les juges du TAS avaient auditionné les parties concernées le 29 mai dernier par visioconférence.

FOOT/ LIGUE 1 (AFFAIRE PRINCE IBARA)

La FIFA lève l'interdiction de recrutement infligée à l'USM Alger

La Fédération internationale de football (FIFA) a levé vendredi l'interdiction de recrutement infligée à l'USM Alger pour les trois prochaines périodes d'enregistrement, suite à la régularisation de la situation financière de son ex-attaquant congolais, Prince Ibara, a annoncé vendredi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne dans un communiqué. "Nous avons reçu une notification de la part de la FIFA concernant la levée d'interdiction de recrutement. En effet, suite à la régularisation des paiements concernant le joueur Prince Ibara, la FIFA acte la levée d'interdiction de recrutement", a indiqué le club algérois sur sa page officielle Facebook. Après avoir quitté l'USMA l'an dernier, pour rejoindre le club de deuxième division belge, K Beerschot VA, Ibara s'était plaint auprès de la FIFA, en réclamant une indemnité, comportant à la fois ses arriérés ainsi qu'un dédommagement pour "licenciement abusif". La commission du statut du joueur de l'instance mondiale avait donné gain de cause à l'international congolais, en sommant le club algérois de lui verser 200.000 euros. Une décision assortie d'une date butoir, fixée au 6 juillet 2020. Cependant, le club n'a pas payé cette somme avant la date limite, ce qui a poussé la FIFA à prononcer l'interdiction de recrutement pour les trois prochaines périodes d'enregistrement. Ibara (24 ans) qui avait porté les couleurs de l'USMA pour une saison (2018-2019), était convoité cet été par le MC Alger avec lequel il a signé un engagement, avant de rejoindre le club azerbaïdjanais Neftçi Bakou à titre de prêt.

R.S

COVID-19 / SALLES DE SPORT

Réouverture timide sous un strict protocole sanitaire

La réouverture des salles de sport privées, après une fermeture forcée de six mois en raison du Covid-19, enregistrée à Alger un timide retour des adhérents, soumis désormais à un strict protocole sanitaire pour renouer avec leur passion pour la culture physique et sportive. Une virée effectuée au niveau de quelques salles a permis à l'APS d'y constater, globalement, un faible taux de fréquentation, excepté certaines salles qui ont enregistré une affluence moyenne. Les pouvoirs publics, qui avaient annoncé, mi-mars dernier, la suspension de toutes les activités sportives suite à la propagation du coronavirus, ont fixé la date du 15 septembre pour la réouverture des salles de sport avec, cependant, une application stricte d'un protocole sanitaire destiné à éviter d'éventuelles contaminations. Des gérants de salles de sport privées se sont gardés de livrer leurs impressions sur la réouverture de leurs enceintes, contrairement à d'autres qui ont accepté d'évoquer la nouvelle ambiance dans laquelle s'effectue la reprise des entraînements.

EFFECTIFS ET DISCIPLINES EN BAISSÉ, TARIFS INCHANGÉS

Pour les gérants des salles, les raisons de la baisse des effectifs sont "logiques" et sont dues principalement aux appréhensions des pratiquants vis-à-vis du Covid-19. Au niveau de la salle "Studio Sylphide" de Riadh El-Feth (Madania), première infrastructure visitée, Mouloud, le gérant, s'est félicité de la décision de réouverture prise par les autorités, malgré les conditions préalables imposées en matière de protocole sanitaire. "La période d'arrêt de nos activités a été longue et nous a beaucoup lésés. On a accueilli avec satisfaction la décision de réouverture", a affirmé ce gérant, indiquant avoir relayé cette information à travers les réseaux sociaux pour informer les personnes désirant reprendre les séances d'entraînement. Selon lui, les avis restent partagés sur l'annonce de la reprise. Alors que certains adhérents "sont fin prêts pour rallier à nouveau les salles, d'autres affichent des réticences

préférant temporiser encore pour deux semaines". "Le nombre de pratiquants au niveau de la salle sera réduit de moitié. Si on s'entraînait auparavant en présence de 30 personnes par séance, il n'y aura dorénavant que 15 au maximum. Le jour de la réouverture, il n'y en avait que cinq. Pour les disciplines sportives, trois ont été retenues: fitness, culturisme et vélo". Abondant dans le même sens, Riyad, gérant de la salle "Maya Gym Land" d'Husseindéy, a souligné la "reprise timide des activités, en raison de la longue durée de fermeture due au Covid-19. Le nombre de pratiquants est aujourd'hui réduit. C'était prévisible", ajoutant que le programme est "désormais réduit à deux ou trois disciplines, outre un accès interdit aux moins de 16 ans, conformément au protocole sanitaire". Au niveau de la salle "Fitness dream" de Kouba, la faible affluence des pratiquants est perçue comme "tout à fait logique" selon Omar, le gérant, qui estime que "certaines personnes ne sont pas encore prêtes à retourner aux salles de peur de contracter le virus". "Des gens sont venus s'inscrire chez nous, mais nous les avons refusés car ils ne disposaient pas d'un certificat médical comme le stipule la nouvelle réglementation. En outre, le nombre d'adhérents chez nous sera réduit de moitié aussi bien chez les messieurs que chez les dames, conformément au protocole sanitaire", a-t-il poursuivi.

RESPECT "STRICT" DU PROTOCOLE SANITAIRE

Les responsables des salles de sport dans la capitale se sont engagés à appliquer strictement le protocole sanitaire, tout en menaçant d'interdire l'accès à chaque personne ne respectant pas les règles. Le gérant de "Studio Sylphide" a déclaré dans ce sens: "Le protocole sanitaire exige d'éviter le rassemblement tout en respectant la distanciation physique entre les adhérents. Nous tenons aussi à désinfecter régulièrement la salle et le matériel à l'issue de chaque séance pendant 20 minutes, avant de permettre au groupe suivant d'y pénétrer". Le protocole sanitaire établi pour les salles de sport

privées exige de chaque sportif de ramener son propre tapis d'entraînement et doit mettre sa paire de training dès son arrivée. De son côté, le gérant de la salle "Maya Gym Land" a indiqué: "C'est vrai que les adhérents peuvent faire de l'exercice sans mettre de bavette, mais ils n'ont pas le droit d'accéder à l'intérieur sauf dans le cas où l'entraîneur les autorise, car le nombre est limité, tout en respectant la distanciation physique pendant les entraînements. Nous devons aussi mettre du gel hydroalcoolique dans les différents coins de salle". Avant de poursuivre: "Le nombre est limité à 12 personnes qui peuvent s'entraîner dans un espace de 200 m². Chaque pratiquant s'entraîne dans une surface de 4 m², avec obligation de ramener une serviette personnelle". Les mêmes mesures sanitaires sont appliquées à la salle "Fitness dream": "Nous avons désinfecté l'ensemble du matériel, alors que chaque endroit d'entraînement est distant de l'autre d'au moins un mètre et demi. Nous avons également exigé de chaque adhérent de ramener ses propres gants. L'utilisation des douches est strictement interdite avec la fermeture des vestiaires.

LA TEMPÉRATURE EST PRISE AVANT L'ENTRÉE DE CHAQUE SPORTIF, SELON LE PROTOCOLE SANITAIRE.

Les responsables des salles de sport ont conseillé ceux qui voudraient reprendre les entraînements à respecter le protocole sanitaire d'une manière "stricte" pour éviter toute propagation du virus. "Nous espérons que l'adhérent respecte les mesures sanitaires dans la salle", affirment à l'unanimité les gérants, tout en se montrant rigoureux contre ceux qui enfreignent le protocole. "Celui qui n'applique pas le protocole sera exclu immédiatement de la salle car il expose les autres au danger de la contamination. Nous appelons ceux qui présentent des symptômes à s'abstenir de venir en salle, tout en effectuant un test de dépistage", ont-ils conclu.

APS

Brèves

PÉROU

Le président Vizcarra échappe à la destitution

Le président péruvien Martin Vizcarra a échappé vendredi à la destitution, ses adversaires au Parlement n'étant pas parvenus à rassembler le nombre de voix suffisants pour le renverser pour "incapacité morale". Les voix de 87 parlementaires sur les 130 qui composent le Parlement monocaméral étaient nécessaires pour destituer le président de centre droit, au pouvoir depuis 2018. A l'issue de dix heures de débat devant le Parlement monocaméral du Pérou, seuls 32 députés se sont prononcés pour entériner la procédure de destitution pour "incapacité morale", initiée par la semaine dernière par ce même Parlement à la suite d'accusations de manipulation de témoins dans une enquête portant sur des soupçons de corruption. Quelque 78 députés ont voté contre et 15 se sont abstenus. L'enquête concerne l'embauche d'un chanteur par le ministère de la Culture, la justice soupçonnant l'artiste d'avoir bénéficié d'un contrat de complaisance. Des enregistrements audio dans lesquels M. Vizcarra demande à des témoins de mentir avaient précipité le vote d'une motion du Parlement, 65 parlementaires, sur les 52 réquis, ayant demandé d'enclencher la procédure de destitution.

Etats-Unis: Trump et Biden, duel à distance dans le Minnesota

Le président américain Donald Trump et son adversaire démocrate Joe Biden font tous les deux campagnes, pour l'élection du 3 novembre, vendredi dans le Minnesota. Le locataire de la Maison Blanche prononcera dans la soirée un discours en plein air sur un aéroport dans la ville de Bemidji. L'ancien vice-président de Barack Obama s'exprimera en milieu d'après-midi depuis Duluth. En 2016, Hillary Clinton l'avait emporté d'une courte tête dans cet Etat frontalier avec le Canada. Selon le dernier sondage Morning Consult, Joe Biden dispose d'une légère avance (48% contre 44%) sur Donald Trump. Le déplacement des deux candidats septuagénaires coïncide avec le début du vote anticipé dans cet Etat, soit en personne, soit par correspondance. Selon un sondage de ABC/Washington Post, près de 40% des habitants de l'Etat envisagent de voter avant le 3 novembre. Le vote avant la date du scrutin est en vigueur depuis longtemps dans de nombreux Etats. Mais la tendance devrait sensiblement s'accroître cette année: en raison de l'épidémie de Covid-19, de nombreux Etats offrent en effet plus de souplesse à ceux qui ne veulent pas se rendre physiquement aux urnes le jour J.

DÉFENSE

Un porte-avions américain traverse la zone stratégique du détroit d'Ormuz



Un porte-avions américain a traversé vendredi le détroit d'Ormuz, passage stratégique que l'Iran menace régulièrement de bloquer, au moment où Washington menace de rétablir des sanctions de l'ONU contre Téhéran. Le porte-avions USS Nimitz, accompagné de deux croiseurs lance-missiles et d'un destroyer, "a achevé le 18 septembre une traversée du détroit d'Ormuz pour entrer dans le Golfe", a indiqué la 5e

Flotte américaine dans un communiqué. Le Nimitz, premier porte-avions américain à croiser dans la région depuis décembre 2019, participera aux opérations de la coalition anti-terroriste au Moyen-Orient, a précisé la 5e Flotte. "La présence d'un porte-avions, force éminemment flexible, démontre la capacité de l'US Navy à voler, naviguer et opérer partout où les lois internationales le permettent pour apporter son soutien

aux opérations" de la coalition, a déclaré le vice-amiral Samuel Paparo, commandant de la 5e Flotte. Les Etats-Unis ont prévu de rétablir des sanctions internationales contre Téhéran levées en 2015 en contrepartie de l'engagement iranien à ne pas se doter de l'arme atomique. Il s'agit notamment d'un embargo sur les armes conventionnelles qui expire en octobre et que Washington a échoué à prolonger au sein du Conseil de sécurité.

La quasi-totalité des autres membres du Conseil de sécurité des Nations unies dénie aux Etats-Unis le droit d'utiliser ce mécanisme dit "snapback", au motif qu'ils se sont retirés en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien qui l'a instauré. Mais le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a assuré que Washington ferait "tout le nécessaire pour faire en sorte que ces sanctions soient appliquées et respectées".

CACHEMIRE INDIEN

L'armée indienne reconnaît une bavure commise en juillet

L'armée indienne a admis vendredi, dans une déclaration inhabituelle, que ses soldats avaient "outrepassé" leurs pouvoirs et "contrevenu" aux directives officielles lors d'une opération qui a fait trois morts en juillet et soulevé l'indignation au Cachemire indien. "L'autorité disciplinaire compétente a demandé l'ouverture d'une procédure disciplinaire (...) contre ceux trouvés de prime abord responsables", a expliqué le porte-parole de l'armée, le colonel Rajesh, dans un communiqué. A

l'époque, l'armée avait annoncé la mort de trois "terroristes pakistanais" présumés, trois cousins, le 18 juillet dans le village d'Amshipora, dans le Sud du territoire, lors d'une opération présentée comme une opération de contre-insurrection. Leurs corps avaient été enterrés dans une zone frontalière reculée. Mais leurs familles avaient affirmé le 10 août qu'il s'agissait de simples travailleurs après les avoir identifiés sur des photographies de leurs corps diffusées par les réseaux sociaux. L'affaire a soulevé l'indignation dans le terri-

toire. Des défenseurs des droits de l'homme, des groupes politiques ainsi que de nombreux habitants ont réclamé une enquête indépendante. Le communiqué de l'armée vendredi identifie les trois hommes tués et précise que leur implication "dans le terrorisme ou des activités liées au terrorisme fait l'objet d'une enquête de la police". La police est normalement présente lors d'opérations de contre-insurrection mais n'a pas participé à celle de juillet, selon des responsables. Des résultats d'analyses d'ADN sont également attendus.

MALI

L'UA appelle à un retour rapide à l'ordre constitutionnel et une transition civile

L'Union africaine (UA) a insisté à son tour pour que les militaires au Mali nomment rapidement des dirigeants civils pour mener la période de transition après le changement inconstitutionnel mené par des militaires mutins, ayant conduit à la démission forcée de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Le Commissaire de

l'UA à la paix et la sécurité, Smail Chergui, a appelé jeudi soir sur Twitter "à un retour à l'ordre constitutionnel et à une transition rapide menée par des civils au Mali". Le compte Twitter de la Commission a de son côté dit soutenir l'appel de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à une transition de 18 mois menée par des civils.

Les représentants des pays voisins du Mali réunis mardi en mini-sommet au Ghana, ont pressé les militaires de nommer immédiatement un président et un Premier ministre de transition civils. La Cédéao s'est engagée à lever sitôt ces responsables désignés, les sanctions imposées depuis le 20 août incluant l'arrêt des échanges financiers et commer-

ciaux. La commission de l'UA a également "salué" jeudi la décision des militaires de libérer M. Keita détenu depuis plus d'une semaine, et déclaré que l'ancien Premier ministre Boubou Cissé ainsi que "d'autres dignitaires" doivent eux aussi être libérés. L'UA avait annoncé qu'elle suspendait le Mali "jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel".

MALI

L'UA appelle à un retour rapide à l'ordre constitutionnel

L'Union africaine (UA) a insisté à son tour pour que les militaires au Mali nomment rapidement des dirigeants civils pour mener la période de transition après le changement inconstitutionnel mené par des militaires mutins, ayant conduit à la démission forcée de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keita (IBK).



Le Commissaire de l'UA à la paix et la sécurité, Smail Chergui, a appelé jeudi sur Twitter "à un retour à l'ordre constitutionnel et à une transition rapide menée par des civils au Mali". Le compte Twitter de la Commission a, de son côté, dit soutenir l'appel de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à une transition de 18 mois menée par des civils. Les représentants des pays voisins du Mali, réunis mardi en minisommet au Ghana, ont pressé les militaires de nommer immédiatement un président et un Premier ministre de transition civils. La Cédéao s'est engagée à lever sitôt ces responsables désignés, les sanctions imposées depuis le 20 août incluant l'arrêt des échanges financiers et commerciaux. La commission de l'UA a également "salué"

jeudi la décision des militaires de libérer M. Keita détenu depuis plus d'une semaine et déclaré que l'ancien Premier ministre Boubou Cissé ainsi que "d'autres dignitaires" doivent eux aussi être libérés. L'UA avait annoncé qu'elle suspendait le Mali "jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel". Mercredi, à l'issue des négociations au Ghana, un porte-parole du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), le Colonel Ismaël Wagué, a déclaré que le Mali pourrait faire face à un "embargo total" de la Cédéao s'il ne nommait pas rapidement des leaders civils. De nouvelles sanctions pourraient affaiblir encore ce pays pauvre qui connaît actuellement une sévère crise économique et qui fait face à l'insécurité terroriste ainsi qu'à des violences intercommunautaires. Les militaires avaient promis hier, à l'issue de trois jours de

travaux des concertations nationales, de restituer les commandes aux civils à l'issue d'une période de transition de 18 mois. Les participants à ces travaux, initiés par le CNSP, Comité créé par les militaires mutins, ont adopté "une charte" instaurant une période de transition de 18 mois à l'issue de laquelle doit être rétabli le pouvoir civil. "Nous prenons l'engagement devant vous de ne ménager aucun effort dans la mise en œuvre de l'ensemble de ces résolutions dans l'intérêt exclusif du peuple malien", a déclaré le colonel Assimi Goïta, chef du CNSP. "Nous demandons et espérons la compréhension l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale dans cette mise en œuvre diligente correcte de la charte et de la feuille de route de la transition", a-t-il insisté.

R.I

MORT DE SOLEIMANI

L'Iran promet une « revanche avec équité et justice »

Le bras de fer se poursuit entre l'Iran et les États-Unis. Le chef des gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique d'Iran, a affirmé hier 19 septembre que Téhéran entendait venger la mort du général Qassem Soleimani en visant « tous ceux impliqués ». Le chef militaire iranien, chef de la Force Qods, unité d'élite chargée des opérations extérieures des gardiens, avait été tué à Bagdad dans une frappe de drones lancée par les États-Unis le 3 janvier dernier. L'Iran avait tiré dans les jours suivants des missiles vers des bases américaines et d'autres pays membres de la coalition en Irak. Le site d'informations américain Politico a rapporté, il y a une semaine, citant deux responsables américains non identifiés, un complot d'assassinat contre Lana Marks, ambassadrice des États-Unis en Afrique du Sud nommée en octobre 2019. Des représailles à la mort du général prévues avant l'élection présidentielle américaine de novembre, selon ce média. Le président américain Donald Trump a affirmé quelques jours après cette publication que « toute attaque de la part de l'Iran, sous quelque forme que ce soit, contre les États-Unis sera[it] suivie d'une attaque contre l'Iran qui sera mille fois plus forte en magnitude ». « Monsieur Trump, notre revanche pour le martyre de notre grand commandant est certaine, sérieuse et réelle, mais nous sommes respectables et nous prendrons notre revanche avec équité et justice », a affirmé le général de division Hossein Salami, chef des gardiens de la Révolution, cité hier sur leur site officiel Sepahnews. « Vous pensez que nous visiterions une ambassade en Afrique du Sud pour le sang de notre frère martyr. Nous ciblerons tous ceux ayant été directement ou indirectement impliqués dans le martyre de ce grand homme. C'est un message sérieux », a-t-il expliqué.

AFP

THAÏLANDE

Des dizaines de milliers manifestent à Bangkok contre le gouvernement

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants étaient rassemblés hier soir près de l'ancien palais royal de Bangkok pour réclamer plus de démocratie et demander la démission du Premier ministre, beaucoup exigeant une réforme de la puissante monarchie, sujet tabou en Thaïlande. La manifestation a débuté sur le campus de la faculté de Thammasat, théâtre en 1976 d'un massacre où des dizaines d'étudiants pro-démocratie avaient été tués par les forces de l'ordre, épaulées par des milices ultra-royalistes. Les opposants se sont ensuite dirigés, trois doigts levés en signe de défi, vers la place emblématique de Sanam Luang, un champ de cérémonie royale en face du célèbre Grand Palais où ils comptent, pour certains, passer la nuit. Aujourd'hui, une nouvelle marche est prévue dans le centre de la capitale. En fin d'après-midi, la police recensait

plus de 15 000 manifestants, tandis que les organisateurs évoquaient "des dizaines de milliers de personnes". "C'est le plus grand rassemblement depuis le coup d'État de 2014" qui a porté au pouvoir le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha, légitimé depuis par des élections controversées, s'est réjoui à l'AFP Parit Chiwarak, dit Penguin, l'une des figures du mouvement. "C'est un tournant dans l'histoire du pays", veut aussi croire Patipat, un enseignant de 29 ans. La contestation, qui défile dans les rues quasi-quotidiennement depuis l'été, regroupe surtout des jeunes, étudiants et urbains. Mais d'autres militants, appartenant au mouvement des chemises "rouges" proche de l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, se sont joints au mouvement. "Les jeunes de ce pays ne voient aucun avenir", a relevé hier dans un communiqué Thaksin Shinawatra, renversé par un

coup d'État il y a tout juste 14 ans, sans apporter explicitement son soutien aux manifestants. Au cœur de leurs revendications, la fin du "harcèlement" des opposants politiques, la dissolution du Parlement avec la démission de Prayut Chan-O-Cha et la révision de la Constitution de 2017, rédigée du temps de la junte et jugée trop favorable à l'armée.

"MODERNISER LA MONARCHIE" UNE PARTIE DES MANIFESTANTS VA PLUS LOIN, OSANT SE CONFRONTER À LA ROYAUTE.

Du jamais-vu dans le pays où, en dépit des renversements successifs de régimes (12 coups d'État depuis 1932), la monarchie restait jusqu'ici intouchable, protégée par une des plus sévères loi de lèse-majesté au monde. "Notre objectif n'est pas de la détruire, mais de la moderniser, de l'adapter à notre société", sou-

levé des interrogations. Le Premier ministre a mis en garde contre ces rassemblements, brandissant la menace d'une nouvelle vague de coronavirus en Thaïlande, relative- ment épargnée jusqu'à présent (3 500 cas et 58 décès). Cela pourrait "détruire la confiance des investisseurs" et nuire au pays, déjà frappé de plein fouet par la crise économique liée à la pandémie, a-t-il lancé. Les manifestations, dans un royaume habitué aux contestations matées dans le sang (en 1973, 1976, 1992 et 2010), se sont pour l'instant déroulées dans le calme. "Nous sommes pacifiques, mais nous devons faire attention, il pourrait y avoir des tensions", souligne Rung. Depuis le début de la contestation, plus d'une vingtaine d'activistes, dont Penguin et Rung, ont été inculpés de "sédition", un crime passible de sept ans de prison.

AFP

Discréditer le vaccin russe: un petit accord obscur de la grande politique

Pour l'Occident, le fait que la Russie a été la première à créer un vaccin contre le Covid-19 a non seulement été une surprise désagréable, mais un défi révoltant que ce soit pour des raisons politiques ou financières.

D'un côté, une Russie jugée comme profondément non démocratique et arriérée n'a tout simplement pas le droit à ce genre de percée dans des domaines scientifiques complexes et technologiquement avancés. De l'autre, la manne à venir est si astronomique que rien que la pensée qu'elle puisse passer sous le nez des consortiums pharmaceutiques occidentaux leur provoque des aigreurs d'estomac. Il n'y a rien d'étonnant au fait que la Russie a été confrontée à de nombreuses tentatives de discréditer les résultats du travail de ses scientifiques: grande politique, grandes sommes d'argent. Par exemple, ce que vaut à elle seule la nouvelle d'un accord pour fournir cent millions de doses de vaccin russe contre le Covid-19 à l'Inde.

Toutefois, à côté des requins, il y a toujours de la place pour les rémoras qui sèparent régulièrement des restes de la table du maître.

C'est justement ce genre d'histoires qui s'est développé autour de la publication des résultats des essais du vaccin Sputnik V dans l'un des plus anciens et influents magazines médicaux mondiaux, The Lancet. À la vitesse de la lumière, l'article s'est retrouvé sous le feu des critiques. La lettre ouverte dans laquelle le professeur de biologie de l'université américaine Temple Enrico Bucci a exprimé ses inquiétudes quant aux erreurs «éventuellement commises par les chercheurs russes» a fait du bruit. Il a été soutenu par plus d'une vingtaine d'autres scientifiques occidentaux.

The Lancet a alors proposé aux concepteurs russes de répondre à certaines questions, ce qu'ils ont fait. Le centre Gamaleïa, qui a développé le premier vaccin contre le Covid-19, a fourni à l'édition un protocole clinique complet de l'étude du vac-



cin Sputnik V. Le directeur du Fonds russe d'investissements directs, Kirill Dmitriev, a publié une tribune dans laquelle il a répondu en détails aux principales critiques, leur conseillant au passage de chercher la poutre dans leurs propres yeux et de dissiper enfin les doutes sur les développements qu'ils mènent.

Par ailleurs, dans ce cas concret le problème ne réside pas dans les questions purement scientifiques qui ont été adressées aux chercheurs russes.

L'auteur du courrier à l'origine du scandale est lui-même une personne assez remarquable. Dans une publication de la BBC, Enrico Bucci est qualifié de «célèbre combattant contre la pseudoscience». Toutefois, il serait plus pertinent d'utiliser la caractéristique suivante: «homme d'affaire de la science».

En 2016, Bucci a fondé la compagnie Resis Srl, spécialisée dans la vérifi-

cation de l'exactitude et de la conscience des travaux scientifiques. Il s'agit d'un thème assez à la mode dans la science moderne. Au cours de ces dernières années, des chercheurs ont été trop souvent épinglés pour des erreurs dans les articles publiés, dont certaines grossières. Il ne s'agit pas nécessairement d'abus ou de fraudes –souvent il s'agit d'inexactitudes de bonne foi qui, une fois révélées, portent tout de même un coup à la réputation des scientifiques, voire des instituts de recherche entiers.

C'est justement pour éviter ce genre de problèmes que, de nos jours, les auteurs et les organismes de recherche se tournent souvent vers des sociétés spécialisées en vue d'un audit indépendant de leurs propres textes et ce, avant la publication. Ainsi, la compagnie de Bucci a été embauchée à cette fin par l'Institut allemand Fritz Lipmann, qui s'est récemment retrouvé au cœur d'un

scandale justement en raison d'importantes erreurs dans les travaux publiés. Il y a un an, cette histoire a été décrite en détail par le magazine Nature.

La subtilité réside dans le fait qu'une telle entreprise impose certaines restrictions éthiques, ce que M.Bucci réalise d'ailleurs parfaitement. Tous jours dans Nature, une publication dédiée à la pureté et l'intégrité du travail scientifique est parue en décembre 2019 et c'est Enrico Bucci qui en était co-auteur. Et il y a été honnêtement souligné qu'Enrico N.Bucci avait un conflit d'intérêts. En effet, quand le propriétaire d'une société commerciale intervient publiquement au sujet de l'activité dans laquelle il se spécialise, cela devient en substance une publicité pour son entreprise.

Mais, bien évidemment, une fois qu'il faut «démasquer» le vaccin russe, ce genre de bagatelles ne comptent plus.

L'Occident a utilisé la lettre ouverte (et, par définition, l'auto-promotion) de Bucci pour porter un coup de plus aux développements russes dans l'espoir de torpiller ou du moins d'affaiblir leur leadership. Quant au professeur lui-même, il a reçu une pub d'une ampleur et d'un niveau auxquels il n'aurait même pas pu songer dans d'autres circonstances. C'est ce qui s'appelle «surfer sur le hype médiatique» et c'est sur ce principe que des centaines et des milliers de personnalités médiatiques s'appuient.

Sans doute, ceci lui apportera des rendements sous formes de contrats commerciaux très attrayants. Saisir le hype dans l'eau trouble de la grande politique peut être très profitable.

Toutefois, cela n'a rien à voir ni la médecine en particulier, ni avec le sauvetage de centaines de milliers de vies dans le monde.

Par Irina Alksnis

Le côté obscur de la 5G : l'utilisation militaire

La manifestation du 12 septembre à Rome "Stop 5G" se focalise à juste titre sur les possibles conséquences des émissions électromagnétiques pour la santé et l'environnement, en particulier sur le décret qui interdit aux maires de réglementer l'installation d'antennes 5G sur le territoire communal.

Mais on continue à ignorer un aspect fondamental de cette technologie : son utilisation militaire. Nous en avons déjà parlé sur le manifeste (10 décembre 2019), avec cependant peu de résultats. Les programmes successifs lancés par le Pentagone, officiellement documentés, confirment ce que nous écrivions il y a neuf mois.

La "Stratégie 5G", approuvée le 2 mai 2020, stipule que "le Département de la Défense doit développer et employer de nouveaux concepts opérationnels qui utilisent l'omniprésente connectivité offerte par la 5G pour accroître l'efficacité, la résilience, la vitesse et létalité de nos forces armées".

Le Pentagone est déjà en train d'expérimenter des applications militaires de cette technologie dans cinq bases des forces aériennes, navales et terrestres : Hill (Utah), Nellis (Nevada), San Diego (Californie), Albany (Georgie), Lewis-

McChord (Washington). Confirmé dans une conférence de presse, le 3 juin, par le Dr. Joseph Evans, directeur technique pour la 5G au Département de la Défense.

Il a ensuite annoncé que des applications militaires de la 5G seront sous peu tentées aussi dans sept autres bases : Norfolk (Virginie), Pearl Harbor-Hickam (Hawaï), San Antonio (Texas), Fort Irwin (Californie), Fort Hood (Texas), Camp Pendleton (Californie), Tinker (Oklahoma).

Les experts prévoient que la 5G aura un rôle déterminant dans le développement d'armes hypersoniques, y compris celles à tête nucléaire : pour les guider sur des trajectoires variables, en échappant aux missiles intercepteurs, il faut recueillir, élaborer et transmettre d'énormes quantités de données en des temps très rapides. La même chose est nécessaire pour activer les défenses en cas d'attaques avec ces armes, en se fiant à des systèmes automatiques.

La nouvelle technologie aura un rôle clé aussi dans le battle network (réseau de bataille), étant en capacité de relier dans une aire circonscrite des millions d'appareils émetteurs-récepteurs.

Extrêmement importante sera la 5G pour les services secrets et les forces spéciales: elle rendra possibles des systèmes d'espionnage beaucoup plus efficaces et accroîtra la létalité des drones tueurs.

Ces applications, et d'autres, militaires de cette technologie sont certainement à l'étude aussi en Chine et dans d'autres pays. Ce qui est en cours avec la 5G n'est donc pas seulement une guerre commerciale.

Le document stratégique du Pentagone le confirme : "Les technologies 5G représentent des capacités stratégiques déterminantes pour la sécurité nationale des États-Unis et pour celle de nos alliés". Il faut donc "les protéger des adversaires" et convaincre les alliés à faire de même pour assurer l'"interopérabilité" des applications militaires de la 5G dans le cadre de l'OTAN.

Ceci explique pourquoi l'Italie et les autres alliés européens des USA ont exclu Huawei et d'autres sociétés chinoises des concours pour la fourniture d'appareillages 5G pour les télécommunications.

"La technologie 5G -explique le Dr. Joseph Evans dans sa conférence de presse au Pentagone- est vitale pour conserver les avantages

militaires et économiques des États-Unis", à l'égard non seulement de ses adversaires, en particulier Chine et Russie, mais même de ses alliés.

À cet effet "le Département de la Défense est en train de travailler étroitement avec les partenaires industriels, qui investissent des centaines de milliards de dollars dans la technologie 5G, afin d'exploiter ces investissements massifs pour des applications militaires de la 5G", "applications à double usage" militaire et civil comprises.

En d'autres termes, le réseau commercial de la 5G, réalisé par des sociétés privées, se trouve utilisé par le Pentagone avec une dépense beaucoup plus basse que celle qui serait nécessaire si le réseau n'était réalisé que dans un but militaire.

Ce seront les usagers communs, à qui les multinationales de la 5G vendront leurs services, qui paieront la technologie qui, nous promet-on, devrait "changer notre vie", mais qui en même temps servira à réaliser des armes de nouvelle génération pour une guerre qui signifierait la fin des générations humaines.

Par Manlio Dinucci